



L'«Alliance républicaine» lancée à Vernier a-t-elle un sens ailleurs?

MUNICIPALES GENEVOISES 2015 • A Lancy et à Meyrin, comme à Vernier, l'Entente élabore une alliance avec la gauche pour contrer la poussée du Mouvement citoyens genevois.

MOHAMED MUSADAK

A Vernier, l'annonce d'une liste commune du Parti socialiste, des Verts et du Parti libéral-radical destinée à conserver le contrôle de l'exécutif communal a fait l'effet d'une bombe. Dès le premier tour du scrutin, les conseillers administratifs sortants ont décidé, dans un mélange gauche-droite encore inédit, d'unir leurs destins électoraux, rapportait mercredi la *Tribune de Genève*. Les commentateurs politiques s'interrogent déjà sur un potentiel effet tache d'huile. Cette curieuse alliance, autoproclamée «républicaine», a-t-elle un sens ailleurs?

Vernier, un cas particulier

A y regarder de plus près, et même si des voix se sont élevées pour condamner un certain opportunisme partisan, la liste verniolane était prévisible. Presque naturelle, à en croire Christina Meissner, conseillère municipale de l'Union démocratique du centre: «Qu'une équipe sortante se représente et défende son bilan, c'est parfaitement normal. Je trouve même qu'ils ont plutôt fait du bon travail pour la commune», estime-t-elle. Si elle «regrette une alliance du tous contre un», elle concède que, «dans certains cas de figure, cela se justifie. Au niveau commu-

nal, ce sont les personnes qui font la différence», conclut-t-elle sans s'attendre. Une allusion voilée aux relations houleuses, et c'est un euphémisme, que le Conseil administratif de Vernier a pu entretenir avec le MCG Thierry Cerutti.

«Extension du domaine de la gauche»

Si on ajoute à cela la faiblesse de l'Entente sur la commune – le Parti démocrate-chrétien n'a même pas obtenu le quorum pour siéger au Conseil municipal – et l'absence d'une gauche de la gauche, le choix semble évident. C'est en tout cas l'avis de Carole-Anne Kast, présidente du Parti socialiste genevois: «Ce type d'alliance ne nous intéresse que dans les communes où la gauche revendique une majorité, où un partenariat plus fiable qu'avec le Mouvement citoyens genevois est possible et lorsque notre allié traditionnel n'est pas présent», confirme le maire d'Onex.

Pour Sébastien Salerno, chargé d'enseignement à l'université de Genève et spécialiste des stratégies électorales, il s'agit tout bonnement d'une «extension du domaine de la gauche, qui choisit elle-même son partenaire». Et de poursuivre que cette alliance n'est possible

que dans ce cas de figure précis: une gauche majoritaire, une entente faible et une extrême gauche absente, une situation que l'on ne retrouve pas dans toutes les communes.

L'Entente veut sauver les meubles à Lancy et à Meyrin

Une explication directement vérifiable dans les communes de Lancy et de Meyrin, où l'Entente doit discuter, dans les jours à venir, de la stratégie à adopter pour conserver ses sièges aux exécutifs et contrer la progression constante du MCG (il est le premier parti dans les deux communes).

François Lance, conseiller administratif PDC sortant à Lancy et qui ne se représentera pas, ne cache pas l'impasse dans laquelle se trouve l'Entente dans la commune: «Lors des dernières élections, j'ai été élu grâce à une liste de traverse, composée avec les socialistes et les Verts. Sans cela, Roger Golay, le candidat MCG, aurait probablement été élu. Nous sommes en discussion avec le PLR, mais je ne suis pas sûr qu'un ticket PDC-PLR fasse le poids lors du scrutin de 2015.» Pour l'élu PDC, la stratégie est simple mais peu probable: «Si l'Entente veut vraiment conserver son siège à l'exécutif, il faudra choisir un seul can-

didat et faire une alliance avec les Verts et les socialistes. Mais je ne pense pas que cela se fera», conclut-il résigné.

A Meyrin, Moïse Gerson, président du PLR local, explique que l'objectif est de «partir ensemble» avec le PDC au premier tour. N'y a-t-il pas un risque à éparpiller les voix de l'Entente? «C'est la question que nous devons régler. Une alliance est envisageable et j'ai mon avis sur cette question qui reste ouverte. Nous en discuterons en septembre», répond-il laconiquement, se refusant à en dire davantage.

Gagner avec la gauche plutôt que perdre avec le MCG

Pour l'instant, ces alliances «républicaines» ne sont que des hypothèses et des calculs électoraux que les sections locales de l'Entente choisiront d'adopter ou non. Mais s'ils devaient devenir réalité, ce serait du jamais-vu dans le canton. Pour Sébastien Salerno, cette nouveauté renvoie au succès du MCG, «qui fait bouger les lignes. On a tendance à naturaliser ce choix, mais rendez vous compte: l'Entente préférerait gagner avec la gauche plutôt que perdre un siège en y allant seul. On n'a jamais vu ça, même lors de l'émergence de l'UDC.»

EN BREF

TAUX DE CHÔMAGE STABLE EN JUILLET À 5,4%

GENÈVE Le taux de chômage en juillet à Genève est resté stable à 5,4% par rapport au mois précédent. Fin juillet, 12 685 personnes étaient au chômage. Ce chiffre comprend les chômeurs en fin de droit, a indiqué hier le Département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé (DEAS). En comparaison annuelle, soit entre juillet 2013 et juillet 2014, l'effectif des chômeurs a baissé de 0,4% à Genève et celui des demandeurs d'emploi de 1%. Au plan national, le taux de chômage s'est maintenu à 2,9% en juillet. ATS

LE PLR SONGE À LANCER UNE INITIATIVE POUR LA TRAVERSÉE DU LAC

GENÈVE Le Parti libéral-radical envisage de lancer une initiative cantonale en faveur de la traversée du lac. «Nous planchons depuis quelques semaines sur la question», a indiqué hier le président du PLR genevois Alain-Dominique Mauris, confirmant une information du *Temps*. Le peuple serait appelé à voter sur le principe de la traversée du lac. Le texte ne serait pas contraignant et ne fixerait aucun délai de réalisation. Cette démarche des libéraux-radicaux intervient alors que les Genevois se prononceront, le 28 septembre, sur l'initiative UDC réclamant la construction d'une traversée de la rade. ATS

LES ÉPINGLÉS

À QUELLE SAUCE?

L'UDC Vaud a été largement favorable à l'initiative de GastroSuisse «Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration», mercredi soir lors de son congrès à Saint-Légier. Ils y ont beaucoup parlé kebabs: «des vendeurs –je dirais presque– à la sauvette et qui colonisent les rues chez nous», selon la fine observation du député de Lausanne Jean-Luc Chollet. Nicolas Daïna, de l'UDC du district de Morges, explique comment on pourrait «se débarrasser des kebabs», qui représentent une «colonisation plus ou moins admissible». Contre les longs couteaux des kebabs, ils vont sortir leurs épées de Croisés? JC

LAISSE BÉTON

Pierre-Yves Maillard défend bec et ongles l'initiative pour une caisse publique, toujours devant l'UDC Vaud, mercredi: «Si l'initiative est écrasée, alors le système actuel est bétonné dans le marbre», finit-il par lâcher. Et au prix où est le marbre, les primes vont encore augmenter, pourrait-il ajouter. JC

CRUDITÉ

A un an et demi des élections communales, les Verts lausannois communiquent sur les «déchets verts», cette semaine. Extrait: «... La fermentation débute, engendrant des odeurs désagréables et un «jus» peu avenant. Des moucheron (drosophiles) s'y reproduisent en grand nombre...» Détrompez-vous: les Verts lausannois ne sont pas en train de décrire un de leurs vieux élus à évacuer. En parlant de «déchets verts», ils ne faisaient qu'évoquer la collecte des déchets végétaux. JC

Retrouvez
Le Courrier sur internet
www.lecourrier.ch

Love Life et ses détracteurs: changement de génération

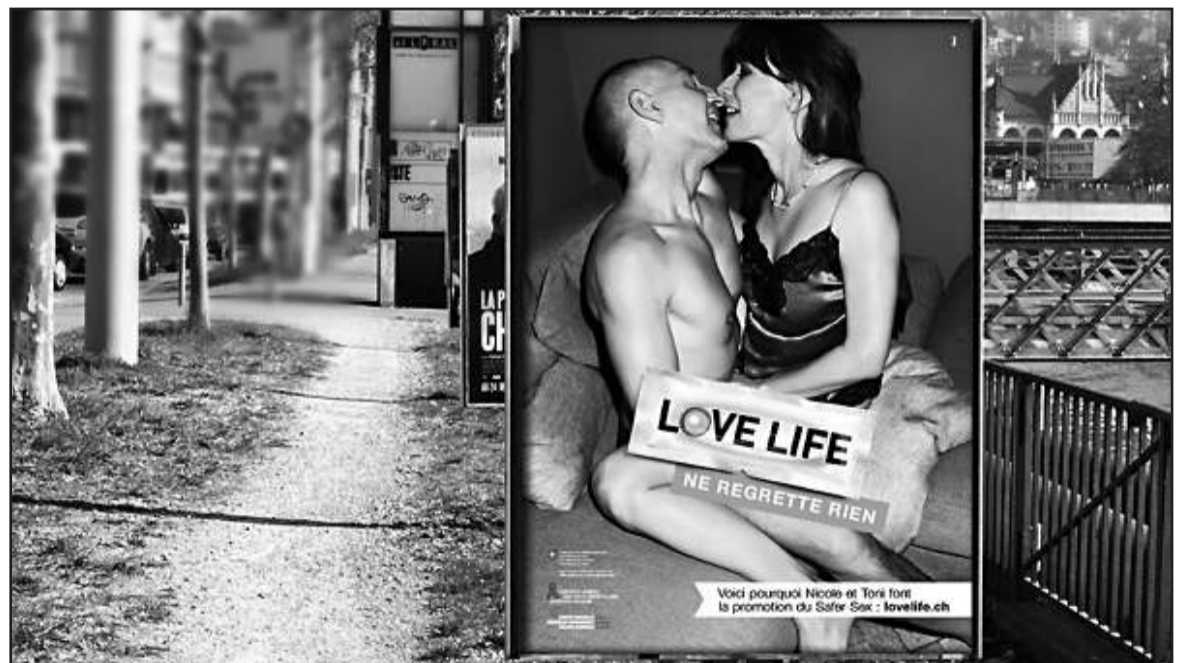
PREVENTION • Les adversaires des campagnes antisida occupent le terrain médiatique avec une efficacité renouvelée. Décryptage.

ANNE-SYLVE MARIÉTHOZ

«Le ton et les moyens ont évolué», remarque Rainer Kamber, de la fondation Santé sexuelle suisse. Comme les précédentes campagnes de prévention du sida, l'action Love Life, qui se déploie actuellement dans tout le pays, a déclenché son lot de réactions, tels tags d'affiche, pétition, motion parlementaire, courriers de protestation – dont quelque six cents lettres et emails adressés à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP).

Comparé aux messages agressifs et moralisateurs lancés lors de la campagne Stop Sida de 2008, les offensives actuelles témoignent toutefois d'une tout autre maîtrise des stratégies de communication, note Rainer Kamber. Il se réfère en particulier aux actions menées sur les réseaux sociaux, qui préfèrent jouer sur l'humour et la parodie. Ainsi Campus Generation incite, via Youtube, les internautes à envoyer des vêtements à l'OFSP; le Réseau évangélique suisse (RES), lui, parodie la campagne de l'OFSP en prônant la fidélité, comme moyen imparable de se protéger des maladies sexuellement transmissibles. Parmi les opposants à ces campagnes de prévention, on retrouve en effet systématiquement les membres de mouvances évangéliques, suivis des représentants de milieux catholiques. Ces derniers s'expriment toutefois «de manière plus dispersée», relève l'adjoint à la direction de Santé sexuelle suisse.

A contrario, le mouvement évangélique a clairement professionnalisé et modernisé ses méthodes. Et ces changements récents lui ont permis de gagner en efficacité, observe Rainer Kamber. L'adjoint à la direc-



Parmi les opposants à ces campagnes de prévention, on retrouve systématiquement les membres de mouvances évangéliques. OFFICE FÉDÉRAL DE LA SANTÉ PUBLIQUE

tion de Santé sexuelle suisse se demande si, à l'instar de son homologue français, le RES bénéficierait par exemple de l'appui et des conseils d'organisations évangéliques américaines. «Cette influence est certes avérée chez nos voisins», nuance le sociologue Philippe Gonzales, observateur attentif des milieux évangéliques. «Mais il ne faut pas non plus imaginer un afflux de fonds en provenance d'outre-Atlantique». Il est évident que les idées et les modèles circulent, ne serait-ce que par les réseaux internationaux, auxquels participent fréquemment les cadres des mouvances évangéliques, comme le porte-parole du

RES, Michael Mutzner (représentant permanent de l'Alliance évangélique mondiale à l'ONU, à Genève). A noter également qu'une part prépondérante de la littérature évangélique publiée en français est directement traduite de parutions américaines, souligne encore Philippe Gonzales.

Il ne faut toutefois pas exagérer le poids de ces organisations dans notre contexte politique: en Suisse, les évangéliques ne représentent guère plus de 3%, soit dix fois moins qu'aux Etats-Unis, relève encore le sociologue.

Cette faible représentativité est toutefois sans commune mesure

avec la façon dont ils imposent leurs thèmes à l'agenda politique. A en croire Rainer Kamber, il faut quasiment remonter jusqu'aux années 1970 pour retrouver des controverses aussi intenses autour des questions de sexualité. Il déplore un paradoxe: tout en réclamant le retrait de la sexualité dans la sphère intime, les milieux traditionalistes colonisent le débat public avec ce thème. Avec quel impact auprès de la population? «L'initiative populaire pour la «protection contre la sexualisation à l'école maternelle et primaire» sur laquelle le peuple pourrait se prononcer en 2015, sera sans doute un bon baromètre à cet égard. I